

Lettre Commission Jospin

Monsieur le Président,

Comme nombre de concitoyens, j'ai suivi avec attention et émotion les cérémonies du 14 juillet. Lors de son allocution, le Président de la République a annoncé la création d'une commission sur la moralisation de la vie politique. Soyez certain que c'est tout autant comme simple citoyen que comme responsable politique que je me réjouis d'une telle initiative.

Cette commission que vous avez l'honneur de présider devra formuler, dès les premiers jours de novembre, des propositions sur les questions d'éthique et de transparence, sur le non-cumul de mandat mais aussi sur les modes de scrutins eux-mêmes.

C'est précisément sur cette dernière question que je me permets de vous interpeller.

En effet, s'il est à prévoir une recommandation portant sur l'introduction d'une dose de proportionnelle lors des scrutins ou sur une limitation mesurée du cumul des mandats, d'autres modifications, toutes aussi profondes, nous paraissent tout aussi nécessaires.

Parmi elles, se trouve la reconnaissance du vote blanc.

Cet outil démocratique est aujourd'hui assimilé à un vote nul ou à une erreur de manipulation. Or, il est regrettable, voire insultant, de considérer l'électeur qui se déplace pour accomplir son devoir citoyen au même titre que celui qui s'abstient de voter. Pour la dernière élection présidentielle, ce ne sont pas moins de **701 000** français (1,9%) qui ont voté blanc ou nul au premier tour et **2 154 000** au second, représentant 5,8% des suffrages*.

Souhaitée et attendue par une majorité des électeurs car synonyme de transparence, la modification du code électoral en ce sens permettrait, en outre, de faire baisser l'abstention et de lutter contre l'utilisation, à tort, du vote extrême comme vote sanction.

Me permettez-vous de rappeler que si le vote blanc avait été reconnu lors de l'élection présidentielle d'avril 2002, l'issue du scrutin aurait pu être tout autre.

C'est d'ailleurs suite à cette élection que j'ai découvert tout l'intérêt démocratique du vote blanc. Malgré la trentaine de projets de loi déposée à l'Assemblée** ou au Sénat, aucun n'a jamais abouti. Pour sortir de cette impasse législative, j'ai créé le Parti du Vote Blanc. Il s'agit d'un mouvement citoyen qui se veut force d'analyse et de proposition sur la question de la reconnaissance du vote blanc. Nous faisons aujourd'hui référence auprès des médias mais aussi du monde associatif qui s'intéresse aux problématiques de citoyenneté de notre pays.

Dans le cadre de la mission que vous a confiée Monsieur François Hollande, nous serions ravis d'apporter notre contribution et notre expertise quant à l'élaboration des réformes structurelles nécessaires et à leur mise en œuvre.

Le Parti du Vote Blanc se tient donc à la disposition de votre commission afin de collaborer au travail de réflexion de ses experts et lui fournir toute analyse qu'elle jugera utile sur la question.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Stéphane GUYOT

Président du Parti du Vote Blanc

[issuu width=620 height=480 backgroundColor=%23222222
documentId=120823163644-78372c3068d14fb3b824fa81fa245cee

name=parti-du-vote-blanc-lettre-commission-jospin username=partiduvoteblanc tag=blanc unit=px v=2]

* Sources : Ministère de l'Intérieur (<http://elections.interieur.gouv.fr>)

** 4 projets de loi à l'AN sur 2012 (N°4490, 4317 4368 et 107), le dernier en date par François SAUVADET le 24/07/2012.